

SYNDICAT MIXTE DU GRAND LEGUE
Comité syndical du 17 février 2020

DELIBERATION 2020-I-002

ACCROISSEMENT D'ACTIVITES – RECRUTEMENT D'UN TEMPS COMPLET

Date de la convocation : 11 février 2020

Nombre de voix des membres en exercice : 12 voix

L'an deux mille vingt, le dix-sept février, les membres du Comité syndical du Grand Légué, dûment convoqués, se sont réunis à l'Hôtel du Département (Saint-Brieuc).

Étaient présents :

Pour le Département des Côtes d'Armor : M. Alain CADEC, M. Gérard BLEGEAN, Mme Nadège LANGLAIS, Mme Monique LE VEE, M. Christian PROVOST.

Pour Saint-Brieuc Armor Agglomération : M. Bruno JONCOUR, M. Jean-Marie MOUNIER (arrivé à 14h50)

Pour le Conseil Régional de Bretagne : Mme Sylvie GUIGNARD, Mme Gaëlle NIQUE.

Absents représentés : M. Jean-Yves DE CHAISEMARTIN a donné pouvoir à M. Alain CADEC.

Absents excusés : M. Ronan Kerdraon, Thierry Simelière (St Brieuc Armor Agglomération), M. Thierry Burlot, M. Philippe Hercouet (Conseil régional)

Mme Gautier, payeuse départementale, assistait à la séance.

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale, notamment les articles 3 1°), 3 2°) et 3-1,
Vu le décret n°88-145 pris pour l'application de l'article 136 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,
Considérant la nécessité de créer un emploi non permanent compte tenu de l'accroissement temporaire d'activités,

Monsieur le Président rappelle que par délibération du 24 février 2014, il a été décidé de recruter un emploi de rédacteur à temps non complet, afin d'organiser les missions de gouvernance, de maîtrise d'ouvrage et de gestion dévolues au Syndicat mixte.

Les missions du Syndicat mixte se sont progressivement étendues. Le Syndicat mixte est en effet aujourd'hui autorité portuaire sur la partie plaisance et réparation navale et est compétent pour tous les projets d'envergure sur le port du Légué. Il est notamment en charge du projet du 4^{ème} quai.

Aujourd'hui, le personnel du Syndicat mixte est composé d'une Directrice sur un temps non complet à 50 % et d'une Responsable administrative sur un temps non complet à 50 %.

Les missions actuelles du Syndicat mixte sont déjà très larges avec notamment le suivi de la Délégation de Service Public plaisance et réparation navale, le suivi des AOT, le suivi des études liées au 4ème quai.

Pour autant, les missions vont continuer à augmenter :

D'une part en ce qui concerne le suivi des DSP

Tout d'abord dès 2020, une clause de revoyure des DSP plaisance et réparation navale doit permettre de réajuster les conditions de la délégation en fonction de l'évolution réelle des conditions d'exécution.

Par ailleurs, les conditions des nouveaux contrats de DSP (plaisance, réparation navale et commerce) sur le port du Légué devront être précisées, ces derniers arrivant à terme au 31 décembre 2023. Il sera alors nécessaire de lancer une nouvelle consultation en 2022.

D'autre part en ce qui concerne le projet de 4ème quai

Dès 2020, le dépôt du dossier d'autorisation environnemental, la concertation et l'enquête publique du 4ème quai seront conduites. Des conventions seront à mettre en place entre le Syndicat mixte et la Région sur la partie commerce pour les travaux du 4ème quai, le dragage, la valorisation des sédiments et le suivi des mesures d'accompagnement.

De plus, les travaux du 4ème quai nécessiteront le lancement de la consultation d'un Appel d'Offres européen (2020) et le suivi technique, administratif et financier des travaux (2021-2025).

Parallèlement, la mise en œuvre de mesures compensatoires sur le 4ème quai nécessitera le suivi administratif et financier de 4 marchés d'études (dès 2020). Devront aussi être lancés et suivis plusieurs marchés de travaux en maîtrise d'ouvrage directe et indirecte (2020-2030) relatif à la mise en place des mesures d'accompagnement.

D'où la nécessité de recruter une personne à temps complet et de manière pérenne sur le poste de Responsable administratif et financier.

En conséquence, il est autorisé le recrutement d'agents contractuels de droit public pour faire face temporairement à des besoins liés à un accroissement temporaire d'activité, dans les conditions fixées à l'article 3 1°) de la loi susvisée, pour une durée maximale de douze mois, compte tenu, le cas échéant, du renouvellement du contrat, pendant une même période de dix-huit mois consécutifs.

Le Conseil syndical, après en avoir délibéré, à l'unanimité des membres présents,

DECIDE

- D'adopter la disposition ci-dessus relative au recrutement d'un agent contractuel en accroissement temporaire d'activité
- d'inscrire au budget les crédits correspondants.

Et de m'autoriser à signer l'arrêté correspondant

**Le Président,
Alain CADEC**

